



GLOBAL
CENTRE FOR
PLURALISM

CENTRE
MONDIAL DU
PLURALISME

Diversité et construction de la nation à Singapour

Avril 2017

L'engagement actuel de Singapour envers le multiculturalisme est, à bien des égards, fort impressionnant. Dans plusieurs pays, les engagements officiels pour reconnaître ou accommoder la diversité sont considérés comme symboliques ou ritualistes, et comme un camouflage de la réalité du régime majoritaire. À Singapour, l'engagement envers le multiculturalisme est profond et vaste. Même si les Chinois forment 75 % de la population, un engagement envers le multiculturalisme est au cœur du projet politique plus large destiné à définir Singapour comme une société multiethnique, et non comme un État à majorité chinoise. Cette décision se reflète également, par exemple, dans la décision de privilégier l'anglais plutôt que le chinois comme principale langue officielle de l'éducation et de l'administration de l'État. Ces politiques peuvent être considérées comme une impressionnante et largement fructueuse tentative de bloquer le genre de nationalisme majoritaire qui a menacé le pluralisme dans tant d'autres sociétés postcoloniales.

Le cas de Singapour soulève plusieurs questions intéressantes. L'une d'entre elles est de savoir comment la majorité chinoise a été persuadée de restreindre ses tendances majoritaires. Une question plus importante concerne la manière dont les relations ethniques sont surveillées et règlementées afin de conserver cette mosaïque ethnique. La conception que Singapour a du multiculturalisme est souvent décrite comme nettement « communautarienne » et « paternaliste ». On dit parfois que le multiculturalisme singapourien priorise le maintien de l'harmonie parmi les groupes plutôt que la liberté des individus des communautés historiques de la ville-État de choisir leurs allégeances et leurs liens – par exemple dans les lois concernant la concentration résidentielle coethnique. Évidemment, il s'agit d'une critique répandue des nombreuses formes du multiculturalisme, mais Singapour représente peut-être un des cas où cette critique est la plus appropriée.

Témoigner du changement dans les sociétés diversifiées est une nouvelle série de publications du **Centre mondial du pluralisme**. Couvrant six régions du monde, chaque « cas de changement » examine une période durant laquelle un pays a modifié son approche envers la diversité, soit développant, soit sapant les fondements de la citoyenneté inclusive. L'objectif de la série – laquelle présente également des aperçus thématiques d'éminents universitaires – est de favoriser la compréhension globale des sources d'inclusion et d'exclusion dans les sociétés diversifiées ainsi que des chemins vers le pluralisme.

Une question connexe concerne la capacité de l'approche singapourienne à s'adapter aux modèles changeants de migration, comme celui de l'importante population de travailleurs migrants à long terme dont les membres ne s'intègrent pas facilement dans la catégorisation ethnique établie des CMIA utilisée depuis l'époque coloniale. Le succès relatif du modèle multiculturel de Singapour serait-il compromis s'il adoptait une conception plus libérale et souple du multiculturalisme afin d'englober de nouveaux groupes migrants, comme l'ont recommandé certains de ses critiques, ou pour donner une plus grande liberté d'expression individuelle?

En commandant le cas de changement sur Singapour, le Centre mondial du pluralisme cherchait à comprendre quelles caractéristiques distinguent les approches « communautariennes » du multiculturalisme et comment ces approches diffèrent des modèles libéraux et républicains pour gouverner la diversité, de même que d'autres approches postcoloniales. Quel est le rôle important joué par l'ingénierie sociale paternaliste dans l'histoire du multiculturalisme de Singapour?

EXPOSÉ DES FAITS

Autrefois ville principale de la Malaisie britannique, Singapour est devenue un État indépendant en 1965 en quittant la Malaisie postcoloniale en réaction aux politiques de discrimination positive qui favorisaient la « position particulière » des autochtones malais. À l'opposé, les premiers dirigeants de Singapour ont adopté une politique de multiracialisme en utilisant

la « grille raciale » de l'État colonial comportant quatre communautés : les Chinois, les Malais, les Indiens et les autres (CMIA). Dans la pratique, cette grille coloniale masquait les réalités plus complexes associées aux différentes vagues de migration. Par exemple, plutôt que de former une seule grande communauté, les Chinois comprenaient des groupes communaux divisés selon des clivages linguistiques, régionaux, ancestraux, religieux et de classe avec de nombreuses associations et appartenances.

Comme l'avaient fait les autorités coloniales auparavant, les premiers dirigeants de Singapour ont utilisé la grille raciale pour structurer et consolider une population très diversifiée formée par les vagues de migration. Ils l'ont également utilisée pour construire une nation.

En commandant le cas de changement sur Singapour, le Centre mondial du pluralisme cherchait à comprendre quelles caractéristiques distinguent les approches « communautariennes » du multiculturalisme et comment ces approches diffèrent des modèles libéraux et républicains pour gouverner la diversité, de même que d'autres approches postcoloniales.

Regroupés selon la grille raciale des CMIA, les Chinois formaient de loin le plus important des quatre groupes. Lors de l'indépendance, les groupes communaux vivaient à proximité et interagissaient sur le plan économique, mais ils étaient séparés les uns des autres politiquement et culturellement.

Même si la grille raciale CMIA demeurait en vigueur à l'échelle politique et institutionnelle, son application à l'échelle locale était adoucie et en quelque peu libéralisée pour permettre l'expression des identités diverses et transversales au sein des groupes historiques communaux de Singapour et entre ceux-ci.

Ainsi, la diversité communale était à la fois un défi et une occasion pour la construction de la nation. Dans les années 1960, le gouvernement du Parti d'action populaire a cherché à institutionnaliser le multiracialisme en mobilisant les organisations et l'énergie des communautés existantes. Dans les années 1970 et 1980, les grandes prises de contrôle des États et l'ingénierie sociale ont été intégrées dans quatre sphères institutionnelles : les associations locales, les défilés et les processions, les écoles et la politique linguistique, ainsi que les organismes de charité et d'entraide.

Par ses pratiques d'ingénierie sociale, le Parti d'action populaire au pouvoir a cherché à s'établir comme un mouvement multiracial qui pourrait planer au-dessus des intérêts communaux, à la fois pour gérer la menace omniprésente de conflit racial et pour exprimer les intérêts généraux d'une nation émergente. Le gouvernement a utilisé divers mécanismes pour remanier la société à l'aide des catégories CMIA. Le réaménagement urbain a conservé les quartiers de chaque

communauté tout en cultivant également des espaces communs interethniques. Des associations de nouveaux résidents de même que des institutions communales et religieuses de longue date ont été cooptées par l'État. L'anglais est devenu un outil d'instruction; l'éducation civique et les célébrations interculturelles dans les écoles faisaient la promotion du multiracialisme.

L'approche postcoloniale du multiracialisme de Singapour avait à la fois des aspects négatifs et positifs. Du côté négatif, la méfiance envers « l'autre » était endémique. Une forte croyance persistait : celle voulant que les liens et sentiments profondément ancrés dans la communauté puissent rapidement devenir une source de conflit et que les questions de diversité culturelle et communale exigent par conséquent une solide gestion gouvernementale et une discipline sociale. Du côté positif, le multiracialisme postcolonial cherchait à éveiller, par les institutions et les pratiques appropriées, les sensibilités morales nécessaires pour apprécier les autres traditions culturelles afin de produire un peuple tourné vers l'avenir et une nation unie. Concernant à la fois les effets négatifs et positifs, l'individu et le discours sur les droits brillaient par leur absence. À leur place, la communauté était mise de l'avant comme méthode naturelle d'inclusion sociale et comme une fin en soi. Une responsabilité de l'individu consistait à faire respecter les liens sociaux et les valeurs morales jugés nécessaires pour le bien collectif; en retour, ses droits seraient garantis par la communauté qui les protégeait et les soutenait. Des couches en cascade d'appartenance et de responsabilité communales distinguaient la société, avec la famille nucléaire comme composante de

base, construisant en hauteur à travers les quartiers imbriqués et les communautés ethnoreligieuses, et ensuite vers les communautés « raciales ». La nation – une communauté réalisée par le parti de l'État – était au sommet. Dans les années 1990, l'État a codifié cette vision sous le nom de « communautarisme ».

Le passage du multiracialisme au communautarisme faisait partie d'un plus vaste programme politique visant à contrôler et à apprivoiser la vague de démocratisation qui a balayé l'Asie de l'Est après la guerre froide. À Singapour, les classes moyennes montantes ont commencé à demander la libéralisation de la société afin de permettre une plus grande diversité et davantage de choix dans les identités culturelles et les modes de vie, notamment la liberté d'éviter les attributions communales et « raciales ». Le communautarisme a refait le multiracialisme de deux manières. D'abord, les fondements institutionnels du communalisme ont été approfondis pour mettre l'accent sur la communauté plutôt que sur l'individu et pour enraciner la domination politique du parti au pouvoir, dont le discours sur les « valeurs asiatiques » repositionnait les droits de la personne comme des valeurs « occidentales ». Ensuite, le multiracialisme postcolonialiste était constamment réaménagé en multiculturalisme, avec une vision plus sociale de la diversité à la place des suppositions innées concernant les « sentiments raciaux ». Même si la grille raciale CMIA demeurait en vigueur à l'échelle politique et institutionnelle, son application à l'échelle locale était adoucie et en quelque peu libéralisée pour permettre l'expression des identités diverses et transversales au sein des groupes historiques communaux de Singapour et entre ceux-ci.

Depuis 2000, une nouvelle vague de migration a posé de nouveaux défis au multiculturalisme communautarien. Pour promouvoir Singapour comme « ville mondiale », le parti au pouvoir a encouragé l'immigration en provenance des autres pays asiatiques afin de combler les besoins de main-d'œuvre et de compenser le déclin démographique de la société vieillissante de Singapour. Les milieux culturels diversifiés des immigrants ont rendu leur adhésion à l'organisation sociale communautarienne de Singapour moins sûre. De plus en plus, les tensions entre les Singapouriens et les nouveaux migrants s'expriment par des diatribes xénophobes et des manifestations contre l'immigration. Des citoyens mécontents exclus de l'économie mondiale cherchent un renouvellement des normes communautariennes pendant que de nouveaux migrants font face à l'exclusion des institutions communautariennes définies par la grille CMIA. Inventé en réaction politique aux pressions envers la démocratisation dans les années 1980 et 1990, il reste à voir si le multiculturalisme communautarien de Singapour peut surmonter ces défis ou répondre aux demandes croissantes pour des libertés et droits individuels.

À TRAVERS L'OPTIQUE DU PLURALISME

Sources d'inclusion et d'exclusion

Le Centre mondial du pluralisme a demandé à chaque auteur de la série de Cas de changement de réfléchir aux sources d'inclusion et d'exclusion à travers l'Optique du pluralisme en se servant des

« moteurs du pluralisme » élaborés par le Centre. Quelques faits saillants du cas de Singapour sont présentés ci-dessous :

Moyens de subsistance et bien-être

- Le développement économique équitable entre groupes, par l'entremise du réaménagement urbain et du système scolaire fondé sur le mérite a été un moteur clé du multiracialisme postcolonial.

Droit, politique et reconnaissance

- La conception du multiculturalisme de Singapour fondée sur les groupes définit une pyramide de relations sociales s'appuyant d'abord sur l'unité familiale, puis sur l'identité ethnoreligieuse et l'appartenance communale, et finalement sur la nation.
- Pour soutenir cette conception de la citoyenneté, le multiculturalisme communautarien de Singapour met l'accent sur l'harmonie sociale et la discipline civique tout en limitant les libertés et droits individuels, que les défenseurs du statu quo qualifient de valeurs « occidentales ».
- Bien que le communautarisme de Singapour ait maintenu des relations interethniques pacifiques, paradoxalement, il reproduit une culture de la peur induite par l'État, soit une peur du conflit qui pourrait éclater entre des groupes sans la gestion par l'État des relations et des identités communales.

Citoyens, société civile et identité

- Il a existé peu d'occasions de redéfinir les bases de l'inclusion civique ou d'exprimer les identités multiples. Le communautarisme multiculturel a quelque peu assoupli ces structures, mais pas complètement.

CONCLUSION

Le multiracialisme postcolonial de Singapour a été soutenu par trois suppositions clés : premièrement, l'immuabilité des catégories raciales CMIA; deuxièmement, le besoin de tolérance entre les groupes pour atteindre l'harmonie sociale; et troisièmement, la nécessité de la gestion par l'État des relations sociales pour atteindre cette tolérance et construire une nation. Dans les années 1980 et 1990, le parti au pouvoir a répondu aux demandes des citoyens pour libéraliser cette politique par le communautarisme, qui cherchait à la fois à confirmer la nature communale de l'identité sociale tout en offrant également un espace pour reconnaître une gamme plus large d'identités. Cette tentative de passer de la tolérance à la reconnaissance est maintenant mise à l'épreuve par l'immigration. Il reste à déterminer si la « grille raciale » utilisée par Singapour pour classer les individus et organiser la vie sociale, économique et politique peut – ou devrait – résister à ce défi.

AUTEUR DU CAS

Daniel Goh est professeur agrégé de sociologie à l'Université nationale de Singapour. Ses domaines de recherche comprennent les urbanismes asiatiques, la formation des États coloniaux et postcoloniaux en Asie du Sud-Est ainsi que le multiculturalisme et le postcolonialisme en Malaisie et au Singapour.

Remerciements

Le Centre tient à souligner la collaboration de Will Kymlicka de l'Université Queen's, de Jane Jenson de l'Université de Montréal et des autres membres du groupe de recherche consultatif international. La série de Cas de changement a été élaborée avec le généreux soutien du Centre de recherches pour le développement international. Pour télécharger la version complète du cas de changement sur Singapour, veuillez visiter le pluralisme.ca.

Ce travail a été réalisé grâce à une subvention du Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada.

Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles du CRDI ou de son conseil des gouverneurs.

Cette analyse a été mandatée par le Centre mondial du pluralisme pour engendrer un dialogue mondial sur les moteurs du pluralisme. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur.

Le Centre mondial du pluralisme est une organisation de savoir appliqué qui facilite le dialogue, l'analyse et l'échange sur les fondements des sociétés inclusives dans lesquelles les différences humaines sont respectées. Établi à Ottawa, le Centre est inspiré par l'exemple du pluralisme canadien, lequel démontre ce que les gouvernements et les citoyens peuvent réaliser lorsque la diversité humaine est appréciée et reconnue comme une des bases de la citoyenneté partagée. Visitez-nous au pluralisme.ca.